

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

- 20 mars — Ordonnance accordant la garantie du trésor aux avances bancaires consenties à certaines entreprises. (Arrêté de promulgation n° 502 Cab. du 25 septembre 1943). 520
- 16 avril — Ordonnance sur le mariage des membres des forces des Etats-Unis dans les territoires relevant de l'autorité du Commandant en chef français civil et militaire. (Arrêté de promulgation n° 490 Cab. du 17 septembre 1943) 521
- 7 juillet — Décret fixant les attributions du commissaire aux communications et à la marine marchande. (Arrêté de promulgation n° 501 Cab. du 25 septembre 1943) 522
- 23 juillet — Ordonnance sur le mariage des membres des forces britanniques dans les territoires relevant du Comité français de la Libération nationale. (Arrêté de promulgation n° 490 Cab. du 17 septembre 1943) 521
- 6 août — Ordonnance instituant un Comité juridique auprès du Comité français de la Libération nationale. 523
- 10 août — Décret portant rajustement de l'indemnité spéciale temporaire allouée à certaines catégories de pensionnés. (Arrêté de promulgation n° 502 Cab. du 25 septembre 1943) 520
- 10 août — Décret sur le conseil d'administration du Togo. (Arrêté de promulgation n° 496 Cab. du 24 septembre 1943) 523
- 11 août — Ordonnance rétablissant la faculté de former certains recours en grâce. (Arrêté de promulgation n° 501 Cab. du 25 septembre 1943). 523

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

- 24 août — No 3043 DR. — Arrêté général portant création du bureau central télégraphique et radiotélégraphique de Dakar 524
- 27 août — No 3094 SE. — Arrêté général fixant les conditions de financement des dépenses administratives et d'intérêt général du Comité central des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F. et du Togo 524
- 7 septembre — No 3202 SE. — Arrêté général fixant les conditions de financement de certaines dépenses résultant de la création du Comité du commerce extérieur. 525
- 9 septembre — No 3218 SE. — Arrêté général portant suppression de la caisse de péréquation des transports. 526

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

- 15 septembre — No 489 CPS. — Arrêté fixant le prix de vente de vin 526
- 18 septembre — No 491 AE. — Arrêté réglementant l'importation des animaux en provenance du Niger et du Soudan français et réglementant la circulation du bétail à l'intérieur du territoire 526
- 24 septembre — No 498 BM. — Arrêté concernant le cours de réinstruction des gardes cercles au dépôt de Lomé 527
- 24 septembre — No 500 AE. — Arrêté portant fermeture de la campagne d'achat de ricin 527
- 25 septembre — No 506 IV. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages de Dapango dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés 527
- 25 septembre — No 507 P. — Arrêté complétant l'article 3 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes à l'exception du personnel des travaux publics et des chemins de fer. 527

25 septembre	— N° 512 F. — Arrêté portant modification à certains articles de l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 relatif aux pensions de retraite et gratifications de réforme des miliciens, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo	528
25 septembre	— N° 513 F. — Arrêté portant modification et complétant certains articles de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène	528
25 septembre	— N° 514 T. P. — Arrêté valant règlement pour la fixation du prix de cessions des produits fabriqués par l'usine de Tokpli	528
27 septembre	— N° 519 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne de saignée et d'achat du caoutchouc	529
	Rectificatif à l'arrêté n° 453 F. du 23 août 1943 relatif aux frais d'hospitalisation et traitements dans les formations sanitaires du territoire	529
	Personnel	529
	Divers	530

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	533
Nécrologie	534

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Promulgations

N° 502 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

25 septembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 20 mars 1943 accordant la garantie du trésor aux avances bancaires consenties à certaines entreprises;

2° — le décret du 10 août 1943 portant rajustement de l'indemnité spéciale temporaire allouée à certaines catégories de pensionnés.

ORDONNANCE du 20 mars 1943 accordant la garantie du trésor aux avances bancaires consenties à certaines entreprises.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les gouverneurs généraux et résidents généraux sont autorisés à donner la garantie du trésor public local aux avances bancaires qui seraient consenties à des entreprises dont l'activité intéresse l'économie générale et dont la trésorerie se trouverait immobilisée du fait de la rupture des relations avec la Métropole.

ART. 2. — Cette garantie peut être donnée sous la forme de lettres de garantie délivrées en unique exemplaire au demandeur et indiquant le montant, la durée et les modalités d'amortissement des avances.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 20 mars 1943.

H. GIRAUD.

DECRET du 10 août 1943 portant rajustement de l'indemnité spéciale temporaire allouée à certaines catégories de pensionnés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE, Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et les textes modificatifs, ensemble la loi du 21 mars 1928 sur le régime des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation du régime des pensions de la caisse intercoloniale des retraites;

Vu les décrets des 11 décembre 1937 et 19 mars 1938 portant institution d'une indemnité spéciale temporaire au profit, le premier, des assujettis au régime de la loi du 14 avril 1924, le second, des tributaires de la caisse intercoloniale des retraites, ensemble les textes modificatifs;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} juillet 1943, les titulaires de pensions concédées ou révisées par application des lois du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et du 21 mars 1928 sur le régime des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat reçoivent, lorsqu'ils résident sur un territoire placé sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale, et à l'exclusion de l'indemnité spéciale temporaire précédemment servie, une indemnité spéciale temporaire déterminée, selon que les intéressés étaient ou auraient été tributaires des barèmes A ou B, dont le principe est maintenu, conformément aux dispositions qui suivent.

ART. 2. — Pour les bénéficiaires du barème A l'indemnité temporaire est fixée à un pourcentage :

1° égal à 60% du montant en principal de leur pension lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 15.000 francs, avec minimum de 4.500 francs pour un montant inférieur ou égal à 7.500 francs et de 6.000 frs., pour un montant compris entre 7.501 francs et 10.000 francs;

2° égal à 50% du montant en principal de la pension, avec minimum de 9.000 francs lorsque ce montant est compris entre 15.001 francs et 24.000 francs;

3° égal à 40% du montant en principal de la pension, avec minimum de 12.000 francs et maximum de 20.000 francs, lorsque ce montant est égal ou supérieur à 24.001 francs.

ART. 3. — Pour les bénéficiaires du barème B, l'indemnité spécial temporaire est fixée à un pourcentage :

1° égal à 60% du montant en principal de leur pension ou allocation, lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 7.500 francs, avec minimum de 2.300 francs, pour un montant inférieur ou égal à 3.750 francs, et de 3.000 francs, pour un montant compris entre 3.751 et 5.000 francs;

2^o égal à 50% du montant en principal de la pension ou allocation, avec minimum de 4.500 francs, lorsque ce montant est compris entre 7.501 et 12.000 francs;

3^o égal à 40% du montant en principal de la pension ou allocation, avec minimum de 6.000 francs et maximum de 10.000 francs, lorsque ce montant est égal ou supérieur à 12.001 francs.

Toutefois, pour les titulaires de petites pensions ou d'allocations, l'indemnité nouvelle ne peut excéder, par le jeu des minima, 150% du montant en principal des pensions ou allocations.

ART. 4. — Les règles d'imputation, de cumul et de répartition entre diverses collectivités de l'indemnité spéciale temporaire, demeurent applicables dans les mêmes conditions que précédemment. L'indemnité demeure payable en quatre parts égales, lors de chaque échéance trimestrielle.

ART. 5. — Les officiers généraux, bénéficiaires d'une solde de réserve, continuent à percevoir l'indemnité spéciale temporaire portée au pourcentage prévu en faveur des titulaires du barème A. Toutefois, cette indemnité est payable mensuellement, dans les mêmes conditions que la solde.

ART. 6. — Les tributaires de la caisse intercoloniale des retraites, instituée par le décret du 1^{er} novembre 1928, bénéficient de la nouvelle indemnité spéciale temporaire, selon les mêmes modalités que les retraités au titre de la loi du 14 avril 1924, dès lors qu'ils remplissent la condition de résidence requise.

ART. 7. — Les pensionnaires des régimes locaux de retraite bénéficient, à la diligence des gouverneurs généraux et résidents généraux, d'avantages similaires, dans le cadre des réglementations locales.

ART. 8. — Le commissaire aux finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 10 août 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux affaires étrangères,
commissaire aux colonies p. i.,*

MASSIOLI.

Le commissaire aux finances,

COUVE DE MURVILLE.

N^o 490 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

17 septembre 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 16 avril 1943 sur le mariage des membres des forces des Etats-Unis dans les territoires relevant de l'autorité du Commandant en chef français, civil et militaire;

2^o — l'ordonnance du 23 juillet 1943 sur le mariage des membres des forces britanniques dans les territoires relevant du Comité français de la Libération nationale.

ORDONNANCE du 16 avril 1943 sur le mariage dans les territoires relevant de l'autorité du Commandant en chef des membres des forces des Etats-Unis.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu les articles 10 et suivants du code civil;

Vu le décret du 12 novembre 1938;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les membres des forces des Etats-Unis, y compris les membres du corps auxiliaire féminin de l'armée, peuvent contracter mariage dans les territoires relevant de l'autorité du Commandant en chef français, civil et militaire, nonobstant les prescriptions du décret-loi du 12 novembre 1938, sur production du certificat prévu à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2. — Un certificat délivré par le Commandant en chef des forces des Etats-Unis ou par son délégué, établissant le statut militaire et l'état-civil, le domicile et, selon les prescriptions des lois des Etats-Unis, la capacité civile de l'intéressé à contracter mariage, tiendra lieu des copies d'actes de naissance ou actes de notoriété prévus aux articles 70 et suivants du code civil, ainsi que du certificat de coutume, attestant la capacité matrimoniale.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 16 avril 1943.

GIRAUD.

ORDONNANCE du 23 juillet 1943 sur le mariage des membres des forces britanniques dans les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique, du commissaire aux affaires étrangères et du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu les articles 10 et suivants du code civil;

Vu le décret du 12 novembre 1938;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les membres des forces militaires ou des forces de l'air britanniques, ainsi que tous nationaux britanniques soumis à la loi militaire ou à la loi des forces aériennes britanniques, peuvent contracter mariage dans les territoires relevant de l'autorité du Comité français de la Libération nationale, nonobstant les prescriptions du décret du 12 novembre 1938, sur production de la déclaration prévue à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2. — Une déclaration délivrée par le commandant militaire ou des forces de l'air britanniques dans ces territoires, ou par leur délégué, établissant les noms et prénoms, le statut militaire, la date et le lieu de naissance, les noms des parents et la nationalité de la personne devant contracter mariage,

et indiquant qu'elle peut contracter mariage tiendra lieu de la copie d'acte de naissance ou de l'acte de notoriété prévus aux articles 70 et suivants du code civil, ainsi que du certificat de coutume attestant la capacité matrimoniale.

ART. 3. — Le commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi.

Alger, le 23 juillet 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,
à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire aux colonies,
commissaire aux affaires étrangères p. i.,*

R. PLEVEN.

N° 501 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

25 septembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret du 7 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux communications et à la marine marchande;

2^o — l'ordonnance du 11 août 1943 rétablissant la faculté de former certains recours en grâce.

DECRET du 7 juillet 1943 fixant les attributions du commissaire aux communications et à la marine marchande.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,
Sur le rapport du commissaire aux communications et à la marine marchande;

Vu le décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1943 organisant la suppléance d'un des Présidents du Comité français de la Libération nationale;

Vu la délibération en date du 3 juillet 1943 constatant l'absence de l'un des deux Présidents du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande exerce, sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi, les attributions définies par les articles suivants.

ART. 2. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande coordonne et contrôle l'exploitation des transports ferroviaires et routiers dans les territoires dont il est parlé à l'article 1^{er} ci-dessus, sous réserve des attributions du commissaire aux colonies en ce qui concerne les territoires placés sous son autorité.

Il règle les questions relatives au réseau du chemin de fer « Méditerranée-Niger », à l'exploitation et à l'entretien des pistes sahariennes.

ART. 3. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande assure, en liaison avec le commissaire aux affaires étrangères pour les pays de protectorat ou les territoires sous mandat, ainsi qu'avec le gouverneur général de l'Algérie et le commissaire aux colonies, la direction supérieure de l'administration des postes, télégraphes et téléphones. Il est chargé, à ce titre, de l'organisation des liaisons impériales, de la répartition, entre les différents pays, du matériel et du personnel du cadre métropolitain.

Il gère le budget du service des câbles sous-marins, détermine leurs conditions d'exploitation et règle, d'une manière générale, les questions soulevées par cette dernière.

Le commissaire aux communications et à la marine marchande est consulté, notamment pour ce qui concerne les questions postales, sur les ouvertures de lignes aériennes, leurs horaires, et sur le plan général d'exploitation de l'aviation commerciale.

ART. 4. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande exerce les pouvoirs antérieurement dévolus au ministre de la marine marchande.

Il suit de façon continue l'exploitation des ports maritimes des territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale. Il est obligatoirement consulté sur les projets de travaux de nature à réagir sur leur exploitation en temps de guerre. Il assure, en liaison avec le commissaire aux affaires étrangères pour les pays de protectorat ou les territoires sous mandat, ainsi qu'avec le gouverneur général de l'Algérie et le commissaire aux colonies, la coordination nécessaire entre l'exploitation et les moyens ferroviaires et routiers de desserte de ces ports.

ART. 5. — Un décret fixera les conditions dans lesquelles le commissaire aux communications et à la marine marchande exerce ses attributions en ce qui concerne le personnel métropolitain ayant relevé, avant le 16 juin 1940, des ministères des travaux publics et des postes, télégraphes et téléphones.

ART. 6. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande centralise les commandes de matières ou de matériels intéressant les moyens de communications et la marine marchande que les services ou les pays ne peuvent placer eux-mêmes dans l'industrie locale. Il présente les besoins ainsi coordonnés au commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction.

Après la passation des commandes, et en liaison avec ce dernier, il suit leur exécution.

ART. 7. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande étudie les problèmes soulevés par la remise en état des moyens de transport, des voies de communication, des installations portuaires, des communications postales, télégraphiques, radio-télégraphiques et téléphoniques, dans les territoires libérés.

Il prépare, en liaison avec le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, les commandes destinées à procurer à ces territoires les matériels et les matières nécessaires à la reconstruction.

Au fur et à mesure de la libération du territoire, il assure la réorganisation des services et exerce les attributions dévolues au ministre des travaux publics, en ce qui concerne les transports terrestres, la navigation intérieure et les ports maritimes, au ministre des postes, télégraphes et téléphones et au ministre de la marine marchande.

ART. 8. — Le commissaire aux communications et à la marine marchande, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire aux colonies, le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 7 juillet 1943.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*

René MAYER.

Le commissaire aux affaires étrangères, p. i.,

R. PLEVEN.

*Le commissaire à l'armement,
à l'approvisionnement et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 11 août 1943 rétablissant la faculté de former certains recours en grâce.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique;

Vu l'ordonnance du 19 février 1943 refusant la faculté de former un recours en grâce aux individus condamnés pour infraction à la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat;

Vu l'ordonnance du 5 mai 1943 portant abrogation des lois relatives à la constitution par voie d'extension des tribunaux militaires en cours martiales;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance susvisée du 19 février 1943 est abrogée pour ce qui concerne les condamnations prononcées par des tribunaux militaires ou maritimes statuant comme cours martiales.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 11 août 1943.

GIRAUD, DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la Justice,
à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

Comité juridique

ORDONNANCE du 6 août 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du Comité français de la Libération nationale, un Comité juridique.

ART. 2. — Le Comité juridique :

1^o — émet les avis consultatifs qui, aux termes des lois en vigueur au 16 juin 1940, devaient être émis soit par les sections administratives, soit par l'assemblée générale du conseil d'Etat, notamment en ce qui concerne les règlements d'administration publique, les décrets pris en la forme de règlement d'administration publique et les décrets rendus, l'une des sections du conseil d'Etat entendue;

2^o — étudie, à l'invitation du Comité de la Libération nationale, ou des commissaires intéressés, la révision des textes législatifs ou réglementaires appliqués dans les divers territoires relevant de l'autorité du Comité, en vue d'assurer l'uniformité de la législation et sa conformité avec les principes en vigueur le 16 juin 1940;

3^o — procède à la mise en forme juridique des projets d'ordonnances ou de décrets réglementaires qui doivent être soumis aux délibérations du Comité français de la Libération nationale.

ART. 3. — Le président et les membres du Comité juridique au nombre de dix au maximum sont nommés par décret.

ART. 4. — Les modalités de fonctionnement du Comité juridique feront l'objet d'un décret rendu sur la proposition du commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique.

ART. 5. — Les frais de fonctionnement du Comité juridique seront imputés sur les articles 3 et 4 du chapitre III du budget du Comité de la Libération nationale : « frais de fonctionnement du secrétariat du Comité et des organismes rattachés ».

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 6 août 1943.

DE GAULLE, GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la Justice,
à l'éducation nationale et à la santé publique,*

J. ABADIE.

Conseil d'administration du Togo

N^o 496 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

24 septembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 10 août 1943 sur le conseil d'administration du Togo.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des Nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives au Togo;

Vu le décret du 20 juillet 1937 qui attribue au gouverneur général de l'Afrique occidentale française le titre de haut-commissaire et à l'administrateur supérieur celui de commissaire de la République;

Vu le décret du 21 mai 1898 supprimant les directeurs de l'intérieur et créant des Secrétariats généraux des colonies, ensemble les décrets des 2 juillet 1913, 1^{er} mai 1926, 6 février 1928, 19 avril 1934 et les actes modificatifs;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 et l'arrêté du 10 avril 1943 créant un poste de secrétaire général au Togo;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le troisième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives au Togo, tel qu'il a été modifié par le décret du 20 juillet 1937, est complété comme suit :

« Il est assisté d'un secrétaire général ».

ART. 2. — L'article 5 du décret du 19 septembre 1936 est ainsi modifié :

« Article 5. — Le conseil d'administration du Togo est composé comme suit :

« Le commissaire de la République, président,

« Le secrétaire général,

« Un magistrat désigné par le haut-commissaire de la République sur présentation du chef du service judiciaire. »

Le reste sans changement.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 10 août 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux colonies p. i.,

MASSIOLI.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Bureau central télégraphique et radiotélégraphique

(B. C. T. R.)

N° 3043 D. T. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République française au Togo, du 24 août 1943, il est créé, à Dakar, un bureau central télégraphique et radiotélégraphique (B. C. T. R.), formé par la réunion des anciens centraux télégraphiques et radiotélégraphiques fédéraux.

Ce bureau assure l'acheminement et la distribution du trafic télégraphique en liaison avec les services des câbles sous-marins et le service de la radiotélégraphie intercoloniale.

Il est dirigé par un fonctionnaire du service des transmissions, chef du bureau central télégraphique et radiotélégraphique de Dakar.

Groupements professionnels coloniaux

ARRETE n° 3094 S. E. du 27 août 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation professionnelle aux colonies et les textes subséquents;

Vu l'arrêté n° 395 S. E. du 30 janvier 1943, créant un Comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'arrêté n° 1376 S. E. du 6 avril 1943, fixant les attributions du Comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'arrêté n° 1377 S. E. du 6 avril 1943, fixant les conditions de fonctionnement des groupements professionnels de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Vu l'ordonnance du 15 mai 1943, dissolvant les groupements professionnels et fixant au 15 août 1943 la date à laquelle ils devront avoir cessé toute activité;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour couvrir l'ensemble de ses dépenses administratives jusqu'au 15 août 1943, le Comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et du Togo est autorisé à percevoir, dans ces territoires, auprès des membres ayant appartenu auxdits groupements les cotisations définies ci-après :

A — GROUPEMENT DES PRODUCTIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

1^o — 3 pour mille sur la valeur F. O. B. des produits agricoles et forestiers, exportés entre le 1^{er} janvier 1943 et le 15 août 1943;

2^o — 3 pour mille sur la valeur de rachat forfaitaire des produits agricoles et forestiers non exportés entre le 1^{er} janvier 1943 et le 15 août 1943.

B — GROUPEMENT DES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

3 pour mille sur la moitié du chiffre d'affaires des entreprises industrielles pendant l'exercice 1942.

C — GROUPEMENT DU COMMERCE

1^o — 3 pour mille sur la valeur F. O. B. des produits exportés entre le 1^{er} janvier 1943 et le 15 août 1943;

2^o — 3 pour mille sur la valeur des produits cédés aux utilisateurs (huileries, savonneries, etc...) entre le 1^{er} janvier 1943 et le 15 août 1943.

D — GROUPEMENT DES TRANSPORTS

a) *Transports aériens* : 2 pour mille sur la moitié des recettes d'exploitation de toute nature pendant l'exercice 1942;

b) *Transports ferroviaires* : 2 pour mille sur la moitié des recettes d'exploitation de toute nature pendant l'exercice 1942;

c) *Transports fluviaux* : 2 pour mille sur la moitié des recettes d'exploitation de toute nature pendant l'exercice 1942;

d) *Transports maritimes* : 2 pour mille sur la moitié de l'ensemble des frêts perçus par les armements au cours de l'exercice 1942;

e) *Acconage et manutention* : 2 pour mille sur la moitié du chiffre d'affaires pendant l'exercice 1942;

f) *Transit* : 2 pour mille sur la moitié du chiffre d'affaires pendant l'exercice 1942;

g) *Transports routiers* : Les cotisations par véhicule sont fixées par le barème et les conditions d'application de celui-ci, annexés au présent arrêté;

h) *Industries hôtelières et activités touristiques* :

1^o — ressortissants dont le chiffre d'affaires annuel est égal ou supérieur à 300.000 francs : 2 pour mille sur les recettes de toute nature du 1^{er} janvier 1943 au 15 août 1943;

2^o — ressortissants dont le chiffre d'affaires est inférieur à 300.000 francs : 10% sur le droit fixe de patente des deux premiers trimestres de 1943.

E — GROUPEMENT DES PRODUCTIONS MINIÈRES

1^o — 3 pour mille sur la valeur F. O. B. des produits miniers exportés entre le 1^{er} janvier 1943 et le 15 août 1943.

2^o — 3 pour mille sur la valeur de rachat forfaitaire des produits miniers non exportés entre le 1^{er} janvier 1943 et le 15 août 1943.

F — GROUPEMENT DU CRÉDIT

a) section du crédit

Etablissements bancaires : par agence installée en Afrique occidentale française et au Togo : . 2.000,—

Etablissements de crédit foncier : par agence installée en Afrique occidentale française et au Togo : . 1.000,—

b) section des assurances

Compagnies ayant un chiffre d'encaissement de primes supérieur à 1 million : . 3.000,—

Compagnies ayant un chiffre d'encaissement de primes inférieur à 1 million : . 1.500,—

ART. 2. — A la date du 15 août 1943, les cotisations pour les groupements seront supprimées des barèmes du commerce. A compter de la même date elles n'entreront plus en ligne de compte dans les révisions de prix sollicitées par les commerçants, industriels, transporteurs, etc...

ART. 3. — M. Benite, nommé liquidateur des organismes professionnels de l'Afrique occidentale française et du Togo par ordonnance du président du tribunal de première instance de Dakar en date du 5 août 1943, est chargé du recouvrement des cotisations définies ci-dessus.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Dakar, le 27 août 1943.

P. COURNARIE.

Barème des cotisations

dues par les adhérents au groupement des transports (transports routiers) et conditions d'application annexés à l'arrêté n° 3094 du 27 août 1943 fixant les conditions de financement des dépenses administratives et d'intérêt général du comité central des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F. et du Togo.

A — Véhicules de transports de marchandises :

	Frs.
Par véhicule dont la charge utile d'origine est inférieure ou égale à 2 tonnes	250
Par véhicule dont la charge utile d'origine est supérieure à 2 tonnes et inférieure à 5 tonnes	375
Par véhicule dont la charge utile d'origine est égale ou supérieure à 5 tonnes	500

B — Véhicules de transports publics de voyageurs :

	Frs.
Par véhicule dont le nombre de places est inférieur ou égal à 6	225
Par véhicule dont le nombre de places est supérieur à 6 sans excéder 20	300
Par véhicule dont le nombre de places est supérieur à 20	400

C — Remorques :

	Frs.
Par remorque dont la charge utile d'origine est inférieure à 5 tonnes	100
Par remorque dont la charge utile d'origine est égale ou supérieure à 5 tonnes	200

D — Tracteurs exclusivement moteurs :

	Frs.
Par tracteur	150

E — Véhicules de transports mixtes voyageurs-marchandises.

La cotisation à acquitter découlera de l'application des taux fixés aux alinéas A et B ci-dessus à chaque élément taxé, charge utile de marchandises et nombre de places de voyageurs.

* * *

Ce barème est applicable à tous véhicules automobiles utilitaires constitués, soit par des camionnettes, remorques, camions, soit par des cars, autobus, soit par des voitures de tourisme effectuant même occasionnellement des transports publics.

Commerce extérieur

ARRETE n° 3202 S. E. C./7 du 7 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, promulgué par l'arrêté du 24 mai 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939, portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonie pour réglementer l'exportation des produits coloniaux;

Vu l'arrêté n° 2785/s. E. du 3 août 1943 portant création d'un Comité du commerce extérieur;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 7 de l'arrêté n° 2785 s. E. du 3 août 1943 susvisé, est complété comme suit :

Le conseil de gestion fixe le taux forfaitaire de majoration à appliquer sur le prix de cession des marchandises, dont l'importation est assurée par les soins du comité du commerce extérieur, en couverture des frais supportés par les chambres de commerce dans l'accomplissement des tâches qui leur sont dévolues par le présent arrêté et des déchets et coulages qui pourraient être constatés au cours des opérations de réception et de répartition.

ART. 2. — L'article 15 de l'arrêté 2.785/s. E. susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

La charge des frais résultant de la création et du fonctionnement du comité, frais autres que ceux désignés à l'article 7, est répartie entre le budget général et le comité ainsi qu'il est indiqué ci-dessous :

a) Le budget général supporte la charge des soldes et avantages de toute nature des fonctionnaires et agents de l'administration mis à la disposition du comité.

b) Les frais d'installation et de fonctionnement du comité, à l'exclusion de ceux précisés au paragraphe précédent seront à la charge du comité.

Afin de pouvoir faire face, d'une part aux frais qui lui incomberont de ce fait et pour compenser d'autre part les déchets et coulages qui viendraient à se produire au cours des opérations qu'il aura à contrôler le comité est habilité à inclure à son profit dans le prix de cession des marchandises importées sous son contrôle, une majoration forfaitaire dont le taux sera déterminé par le conseil de gestion.

ART. 3. — Chaque chambre de commerce intéressée, d'une part, le comité, d'autre part, soumettront en fin d'exercice au conseil de gestion le bilan détaillé des opérations effectuées par leurs soins. L'excédent éventuel des recettes sur les dépenses sera versé au compte spécial du Gouvernement général ouvert à la B. A. O. à Dakar.

ART. 4. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de la République au Togo, le directeur général des services économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 7 septembre 1943.
P. COURNARIE.

Caisse de péréquation des transports

ARRETE N° 3218 s. E./p. du 9 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant application aux territoires relevant du ministère des colonies, des dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général n° 2928/s. E. du 22 août 1942 créant en A. O. F. une « caisse de péréquation des transports »;

Vu l'ordonnance du 15 mai 1943 portant abrogation des lois et décrets concernant l'organisation professionnelle, dont la loi du 6 décembre 1940 et le décret du 25 mars 1941;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté général n° 2928 s. E. du 22 août 1942 créant en A. O. F. une « Caisse de Péréquation des Transports » est et demeure rapporté.

ART. 2. — La « Caisse de Péréquation des Transports » cessera de fonctionner à compter du 15 septembre 1943.

ART. 3. — Le président de la chambre de commerce de Dakar, est nommé liquidateur, tant de l'organisme central que des caisses locales, de la caisse de péréquation des transports dont la constitution, l'organisation et l'alimentation étaient déterminées au titre premier de l'arrêté précité du 22 août 1942.

ART. 4. — Après liquidation des opérations de la caisse de péréquation, le solde créditeur ou débiteur sera versé ou imputé au budget général de l'A. O. F. qui avait mis, le 1^{er} décembre 1942, à la disposition de la caisse centrale de Dakar une somme de quatre millions de francs.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 9 septembre 1943.

P. COURNARIE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Surveillance des prix

Vin

N° 489 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 15 septembre 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à Dix-neuf francs vingt centimes le prix du litre nu du vin (S. C. O. A.) autorisé par la commission des prix dans sa séance du 13 septembre 1943.

Toute vente de ce vin à un prix supérieur à celui fixé ci-dessus sera considérée comme hausse illégitime de prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P. T. T. et entrera en vigueur 48 heures après cette formalité.

Police sanitaire du bétail

ARRETE N° 491 A. E. du 18 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les décrets des 7 décembre 1915 et 14 avril 1920 relatifs à la police sanitaire des animaux en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1934 réglementant la circulation du bétail et instituant le contrôle sanitaire sur les zones frontalières du Togo;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux au Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 269 du 30 mai 1941 modifiant l'arrêté n° 425 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 165 du 14 mars 1942 modifiant et complétant l'arrêté n° 269 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'acheminement des animaux visés à l'article 3 de l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937, et provenant des colonies du Niger ou du Soudan français doit obligatoirement s'effectuer par la voie sanitaire n° 1 dite route intercoloniale : Nadjoundi — Dapango — Bogou — Mango — Koumongou — Kidjaboun — Bassari — Sokodé — Blitta — Atakpamé — Nuatja — Agbélouvé — Tsévié — Lomé.

Le tronçon Nadjoundi — Dapango sert de voie d'accès au Niger (par Tampidjoga).

ART. 2. — Le transit sur la voie sanitaire n° 1 est soumis aux conditions générales énoncées dans l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937.

ART. 3. — Les postes de contrôle et de quarantaine de la voie sanitaire n° 1 sont :

Dapango (contrôle),
Mango (quarantaine), Bassari (contrôle),
Sokodé (quarantaine),
Atakpamé (quarantaine) si l'embarquement par fer n'a pas eu lieu à Blitta,
Lomé (quarantaine).

ART. 4. — Cet arrêté abroge et annule toutes dispositions contraires des arrêtés antérieurs relatifs au transit des animaux provenant du Niger ou du Soudan français, dispositions contenues plus spécialement dans les articles établissant d'autres voies d'accès et de transit que celle prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté et d'autres postes de contrôle que ceux notifiés par l'article 3 du présent arrêté.

ART. 5. — Le chef du bureau des affaires économiques, les commandants de cercle et chefs de subdivision, le chef du service de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 septembre 1943.

A. MERCADIER.

Cours de réinstruction des gardes-cercles

ARRETE N° 498 B. M. du 24 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942, portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

Sur proposition du commandant des forces de police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'instruction des gradés et gardes en service dans les cercles sera reprise par roulement au dépôt des gardes à Lomé considéré comme un centre de réinstruction.

ART. 2. — Le stage de réinstruction aura une durée de trois mois. L'instruction y sera donnée, suivant un programme établi par le commandant des forces de police.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1943. Les instructions concernant la mise en route, l'administration et toutes mesures de détails jugées nécessaires, seront données par circulaires.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 septembre 1943.

A. MERCADIER.

Ricin

N° 500 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

24 septembre 1943. — La date de fermeture de la campagne d'achat du ricin est fixée au 30 septembre 1943.

Péripleumonie bovine

N° 506 I. V. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du 25 septembre 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages de Dapango dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

ART. 2. — Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

ART. 3. — La chair des animaux atteints de péripleumonie pourra être livrée à la consommation, l'abatage ayant lieu sous le contrôle d'un agent du service de l'élevage.

Cadres locaux indigènes

N° 507 P. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

25 septembre 1943. — L'article 3 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes à l'exception du personnel des travaux publics et des chemins de fer, est complété ainsi qu'il suit :

4° — Les emplois de commis d'administration sont exclusivement réservés au personnel masculin.

Forces de Police**ARRETE N° 512 F. du 25 septembre 1943.**L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 notamment ses articles 1 et 19;

Vu l'arrêté n° 208 du 25 avril 1940 complétant l'arrêté susvisé du 20 février 1937;

Vu l'arrêté n° 2279 F 2/D. du 21 juin 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française relatif aux pensions des gardes de cercle;

Sur la proposition du secrétaire général du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :ARTICLE PREMIER. — *Taux.* — Les taux de pensions de retraite et gratifications de réforme des militaires, gardes de cercle et agents de police du territoire du Togo fixés, conformément aux tableaux 1 et 2 annexés à l'arrêté du 20 février 1937 susvisé, sont doublés.ART. 2. — *Cumul.* — Le dernier paragraphe de l'article 19 de l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les anciens militaires jouissant d'une pension militaire proportionnelle ou d'ancienneté pourront cumuler cette pension avec la pension proportionnelle à laquelle leur donne droit le service accompli comme gardes de cercle, militaires et agents de police. Les services militaires rémunérés par une pension, s'ils ne peuvent donner droit à une pension au titre civil, seront toutefois pris en compte pour la détermination de l'ancienneté de service donnant droit à une pension à titre civil. »

ART. 3. — Le présent arrêté qui entre en vigueur à compter du 1^{er} mai 1943 et applicable aux pensions de retraite déjà concédées, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 septembre 1943.

A. MERCADIER.

Allocations de retraite**ARRETE N° 513 F. du 25 septembre 1943.**L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 70 du 31 janvier 1934 fixant à nouveau les soldes du personnel indigène des cadres locaux;

Vu la lettre n° 172 s. t. en date du 22 mars 1937 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de la République française au Togo;

Vu l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 instituant un système d'allocations de retraite du personnel indigène;

Sur la proposition du secrétaire général du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4 parag. 2, 7 parag. 2 et 15 paragraphes 1 et 3 de l'arrêté n° 659 du 17 décembre 1937 sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

Art. 4. — § 2 (nouveau). — Le montant de l'allocation à titre d'ancienneté de service est, en principe, fixé à 30% du traitement moyen sans pouvoir être inférieur à 1.800 francs, sauf pour les agents désignés au dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 2 dont les services antérieurs sont déjà rémunérés par une allocation, ni être supérieur à 12.000 francs.

Art. 7. — § 2 (nouveau). — L'allocation ainsi déterminée ne peut descendre au-dessous de 1.800 francs, sauf pour les agents désignés au dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 2 dont les services antérieurs sont déjà rémunérés par une allocation, ni être supérieure à 12.000 francs.

Art. 15. — § 1 est ainsi complété : Lorsque le bénéficiaire d'une allocation de retraite aura des enfants postérieurement à sa mise à la retraite, son allocation sera majorée des indemnités pour charges de famille qu'il percevrait s'il était en activité.

Art. 15. — § 3 (nouveau). — Le montant de ces indemnités qui ne pourra être supérieur à la moitié de la dernière solde de présence d'activité ne fait pas partie intégrante de l'allocation et n'est pas soumis à la limitation du maximum de 12.000 francs prévus aux articles ci-dessus.

ART. 2. — Le présent arrêté qui entre en vigueur à compter du 1^{er} mai 1943 et applicable aux allocations de retraite déjà concédées, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 septembre 1943.

A. MERCADIER.

Usine de Tokpli**ARRETE N° 514 T. P. du 25 septembre 1943.**L'ADMINISTRATEUR DE 1^{re} CLASSE DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'instruction générale sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies du 16 janvier 1905;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 portant organisation du service des travaux publics;

Vu l'instruction du 4 octobre 1938 sur la comptabilité administrative des travaux en régie;

Vu l'arrêté n° 209 du 7 avril 1942 fixant le prix de cession de la chaux de Tokpli;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix de cession nets de toutes majorations des produits provenant de la fabrication de Tokpli sont fixés comme suit :

PRODUITS	Unité	PRIX sur chantier Tokpli	PRIX au magasin de Anécho	PRIX sur wagon gare Lomé
Briques pleines cuites	la pièce	0.50	0.70	0.90
Tuiles cuites, genre tuiles de Marseille	la pièce	2.90	3.20	3.45
Chaux vive (emballages fournis par le cession- naire)	le Kg.	1.35	1.65	1.70
Chaux éteinte tamisée (emballages fournis par le cessionnaire)	le Kg.	1.60	1.90	1.95

Le paiement se fera sur ordre de recette à l'agence spéciale d'Anécho ou à la paierie de Lomé.

ART. 2. — Les recettes provenant de ces cessions seront inscrites en recettes au chapitre III — Produits des exploitations industrielles — Article 3 — Travaux publics paragraphe 1 — Recettes des cessions.

ART. 3. — L'arrêté n° 209 du 7 avril 1942 est abrogé.

ART. 4. — Le présent arrêté qui prendra son effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 septembre 1943.

A. MERCADIER.

Caoutchouc

N° 519 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

27 septembre 1943. — La date d'ouverture de la campagne de saignée et d'achat du caoutchouc est fixée au 15 octobre 1943.

Santé publique

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 453 F. du 23 août 1943 relatif aux frais d'hospitalisation et traitements dans les formations sanitaires du territoire.

En lieu de :

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté n° 577 du 7 octobre 1929 est modifié comme suit :

« Les soins dentaires sont donnés aux européens et indigènes, fonctionnaires ou particuliers, exclusivement à titre de cessions remboursables, d'après le tarif suivant :

Lire :

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté n° 577 du 7 octobre 1929 est modifié comme suit :

« Les soins dentaires sont donnés aux européens et indigènes, particuliers, à titre de cessions remboursables d'après le tarif ci-après.

Sont maintenues les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 6 février 1932, prévoyant la gratuité, en faveur des fonctionnaires européens et indigènes ainsi que des indigents, des soins dentaires comportant : les consultations, extractions, obturations et nettoyage. ».

Le reste sans changement.

Approuvé en conseil d'administration le 25 septembre 1943.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Nomination

N° 3370 p. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F., Haut-commissaire de la République au Togo en date du :

20 septembre 1943. — M. Gaudillot, Henri, François, administrateur en chef des colonies, est nommé inspecteur des affaires administratives du Togo en remplacement de M. de Saint-Alary, titulaire d'un congé.

Rappels d'ancienneté

Par arrêtés ou décisions du gouverneur général de l'A. O. F. des :

23 août 1943. — Les agents du cadre commun supérieur des douanes de l'A. O. F. dont les noms suivent, promus le 1^{er} juillet 1943, conservent dans leur emploi actuel les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

M. Chardard Auguste, contrôleur hors classe, 2 jours.

Promotions

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :

24 août 1943. — Les commis-expéditionnaires du cadre spécial de l'A. O. F. qui avaient été inscrits au tableau d'avancement du personnel de ce cadre pour l'année 1943 et qui ont été intégrés dans le cadre commun secondaire des services financiers sont promus, pour compter du 1^{er} juillet 1943, dans ce cadre :

Commis-adjoint de 2^e classe

Sitti Joël Zounda, 1^{er} tour choix.

Nominations — Affectations

Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du :

4 septembre 1943. — Les élèves dont les noms suivent, diplômés de l'école William Ponty (section enseignement, promotion 1943) sont agréés en qualité d'instituteurs du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A. O. F. et reçoivent les affectations ci-après :

a) Stagiaires

M.M. Tsogbe Joseph, Togo,

Dogbèho Germain, Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPEEN****Promotion**

Par arrêté n° 518 P. du :

27 septembre 1943. — M. Pallarès Martin, instituteur principal hors classe 1^{er} échelon, est promu au grade d'instituteur principal hors classe 2^e échelon pour compter du 7 juillet 1943.

Rappels de services militaires épuisés.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté n° 495 P. du :

24 septembre 1943. — Sont admis dans le cadre local indigène du Togo en qualité de commis d'administration stagiaires (1^{er} échelon) :

Amouzou John,
Limoan Lazare,
Adjévi Nicolas,
Gafon Symphorien,
Adjalo Benoît,
Gbèdèy Pascal Ambroise Paré.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 517 P. du :

27 septembre 1943. — Le moniteur auxiliaire de 3^e classe de l'agriculture Tossah Raphaël, est, et ce jusqu'à jugement à intervenir, suspendu de ses fonctions pour compter du 11 septembre 1943, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt par le président du tribunal criminel d'Anécho sous l'inculpation de concussion.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, Tossah Raphaël n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégagé de tous accessoires de solde.

Agents auxiliaires**Reclassement**

Par décision n° 593 P. du :

25 septembre 1943. — L'infirmier auxiliaire Akovi Doneto Pierre est reclassé à l'échelon 11 de l'échelle I, pour compter du premier janvier 1943.

Nomination

Par décision n° 590 P. du :

24 septembre 1943. — L'agent journalier Lawson Sébastien est engagé, pour compter de la date de la signature de la présente décision, en qualité de commis-expéditionnaire auxiliaire (échelle 3 échelon I).

Forces de police**Nominations — Retraite — Licenciements**

Par arrêté n° 493 B. M. du :

23 septembre 1943. — Sont engagés pour un an les stagiaires dont les noms suivent :

Comme miliciens de 2^e classe

A compter du 1^{er} septembre 1943

Kakpo Azondjilé, stagiaire catégorie A, Mle M/1007 A. D.

Avoce Houanou, stagiaire catégorie A, Mle M/1008 A. D.

Ayivon Laurent, 2^e classe stagiaire, Mle M/1009 A. T.

A compter du 1^{er} novembre 1943

Boukari Tokessima, 2^e classe stagiaire, Mle M/1034 A. T.

Comme caporal

Pour compter du 1^{er} octobre 1943

Batama Joseph, caporal stagiaire, Mle M/1026 A. T.

Sont licenciés et rayés des contrôles des forces de police du territoire :

A compter du 1^{er} septembre 1943

Hagnikou Anago, 2^e classe stagiaire, Mle M/1078 A. D. « pour inaptitude professionnelle ».

Pour compter du 1^{er} octobre 1943

Assidélagan Djassa, stagiaire catégorie B, Mle M/937 B. T. « pour faute grave en service ».

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux miliciens licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté n° 494 B. M. du :

23 septembre 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire :

A compter du 1^{er} septembre 1943

« pour faute grave en service »

Sambeni, garde de 2^e classe, Mle 1373.

Amade, garde de 2^e classe, Mle 1133.

Pour compter du 1^{er} octobre 1943

« pour limite d'âge »

Adam, garde de 1^{re} classe, Mle 931.

Binatama, garde de 1^{re} classe, Mle 247.

Koatassima, garde de 1^{re} classe, Mle 352.

Proposés pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

DIVERS**Commandement indigène**

Par arrêté n° 499 A. P. A. du :

24 septembre 1943. — Le nommé Bassabi est nommé chef du canton de Kabou (cercle de Sokodé, subdivision de Bassari) en remplacement de Takassi, décédé.

Commissions

Par décision n° 580 F. du :

15 septembre 1943. — M. de Guise René, adjoint technique principal des travaux publics, est nommé rapporteur de la commission locale chargée de statuer sur les demandes d'allocation principale et de majoration pouvant être allouées aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables ont été rappelés sous les drapeaux, instituée par décision n° 680 du 16 septembre 1941, en remplacement de M. Serant, mobilisé.

Par décision n° 596 C. F. T. du :

27 septembre 1943. — Une commission composée de :

M. Sanson, administrateur des colonies, secrétaire général « ad hoc »	} <i>Président</i>
M.M. Viala, directeur de la banque de l'Afrique occidentale,	
William Mensah, notable,	

tous trois membres du conseil d'administration, se réunira, sur convocation de son président, et dans la 2^e quinzaine de septembre, à l'effet de constater, en ce qui concerne les comptes administratifs du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf de l'exercice 1942, la concordance entre les écritures du trésor et celles des services d'ordonnement du dit budget.

Ecoles du Gouvernement général

Par arrêtés ou décisions du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

20 août 1943. — Sont déclarés définitivement admis au concours d'entrée à l'école technique supérieure les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

1^o — Mivedo Alex.

14^o — Sessou Jean.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision n° 586 T. P. du :

23 septembre 1943. — La date des vacances pour l'année scolaire 1943 à l'école professionnelle de Sokodé est fixée du 1^{er} décembre 1943 au 31 janvier 1944 inclus.

Les examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé auront lieu les 2, 3, 4 et 5 novembre 1943 à Sokodé et commenceront le 2 novembre à 7 heures du matin.

Par décision n° 587 T. P. du :

23 septembre 1943. — Une commission composée de :

M. le commandant du cercle de Sokodé	} <i>Président</i>
M.M. le directeur de l'école professionnelle,	
Vianou, gérant de l'internat de l'école professionnelle de Sokodé,	} <i>Membres</i>
Ajavyon, directeur de l'école régionale de Sokodé,	
Falschau, moniteur à l'école professionnelle de Sokodé,	
Lantey, moniteur à l'école professionnelle de Sokodé,	
Houenassou, instituteur à l'école régionale de Sokodé	<i>Secrétaire</i>

est chargée de faire subir les épreuves des examens de passage et de sortie de l'école professionnelle de Sokodé qui auront lieu à Sokodé les 2, 3, 4 et 5 novembre 1943 et commenceront le 2 novembre à 7 heures du matin.

La commission procédera à la correction des épreuves à l'exception de celles de l'examen de sortie en quatrième année qui seront effectuées au moment de la réunion du conseil de perfectionnement.

Interdiction de séjour — Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 488 A. P. A. du :

15 septembre 1943. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Agbobli (Alphonse), détenu à la prison de Lomé, âgé de 29 ans environ, né vers 1914 à Adéta, subdivision de Klouto, cercle du Centre; fils de Atsou Agbobli et de Medahagnon, de race et coutume ewé, tailleur, marié, père de 6 enfants, domicilié à Lomé, condamné à deux ans de prison pour complicité de vol par jugement n° 157 du 6 juillet 1942 du tribunal du premier degré de Lomé.

Le nommé Agbobli (Alphonse) est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé jusqu'au 18 juin 1944, date d'expiration de sa peine de prison.

Par arrêté n° 503 A. P. A. du :

25 septembre 1943. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 27 novembre 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, au nommé Videssikou Kpadénou, de la prison de Lomé, âgé de 35 ans environ, né à Grand-Popo (Dahomey), fils de feu Kpadénou et de feu Alounga, maçon, domicilié à Atakpamé (Togo), condamné à cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 4 décembre 1941 du tribunal du premier degré d'Atakpamé.

Par arrêté n° 504 A. P. A. du :

25 septembre 1943. — Est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Tsévié, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 2 octobre 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Folli Dominique Akouété, né le 7 avril 1918 à Gbodjomé (subdivision de Lomé), fils de Zogbenou et de feu Adjoa, célibataire sans enfant, boy, domicilié à Lomé, quartier n° 5, condamné à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, pour vol, par jugement en date du 2 octobre 1942 du tribunal correctionnel de Lomé.

Par arrêté n° 505 A. P. A. du :

25 septembre 1943. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 27 novembre 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Tèvi Jean Lawson, âgé de 30 ans environ, né à Anécho, fils de feu Ahlinvi et de Guédéopé, maçon, domicilié à Atakpamé, détenu à la prison de Lomé, condamné à cinq ans d'interdiction de séjour, par jugement en date du 4 décembre 1941 du tribunal du premier degré d'Atakpamé.

Par arrêté n° 515 A. P. A. du :

27 septembre 1943. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle du Centre, pendant une durée de deux ans, pour compter du 11 octobre 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Aziablé Akakpo Saté, âgé de 35 ans environ, né à Anécho, fils de feu Akakpo et de feu Agbézouhoun, cultivateur, domicilié à Evli (subdivision de Tsévié), détenu à la prison de Lomé, condamné à deux ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 18 octobre 1942 du tribunal du premier degré de Tsévié.

Par arrêté n° 516 A. P. A. du :

27 septembre 1943. — Est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Lomé, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 17 octobre 1943,

date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Yao Nakoura, âgé de 28 ans environ, né à Youassi (cercle d'Atakpamé), fils de feu Nakoura et de Amata Tchessélé, conducteur d'automobile, domicilié à Atakpamé, détenu à la prison de Lomé, condamné à cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 23 octobre 1941 du tribunal du premier degré d'Atakpamé.

Légalisation de signatures

Par décision n° 591 Cab. du :

24 septembre 1943. — M. Ménard, administrateur des colonies, chef du cabinet du commissaire de la République, vise les signatures pour légalisation ou certification par délégation du commissaire de la République.

Rôles

Par arrêté n° 492 C. D. du :

23 septembre 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercice 1943 ci-après, s'élevant à la somme de Un million cinq cent trente mille sept cent cinquante francs soixante-dix centimes.

Nos DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1943				
108	Trésor	Impôt personnel (taxe fixe)	1.500,—	
		Rachat des prestations	240,—	
109	—	Contribution des patentes	1.350,—	
110	—	Contribution des patentes	5.400,—	8.490,—
111	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	5.580,—	
		Rachat des prestations	1.195,—	
112	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	2.160,—	
113	—	Contribution des patentes	14.745,—	
114	—	Taxe sur les véhicules	2.100,—	25.780,—
115	Anécho	Rachat des prestations indigènes catégorie ordinaire	7.070,—	
116	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis européens	1.720,—	
117	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis indigènes	7.739,—	
118	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis indigènes	13.845,—	30.374,—
119	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	36.777,—	
120	—	Impôt sur la population flottante	450,—	
121	—	Rachat des prestations indigènes	12.636,—	
122	—	Contribution des patentes	172.528,70	
123	—	Taxe sur armes de traite	5.480,—	
124	—	Taxe sur les bicyclettes	10.020,—	237.891,70
125	Atakpamé	Impôt sur la population flottante	100,—	
126	—	Taxe sur les bicyclettes	10.290,—	
127	—	Taxe sur les chiens	80,—	10.470,—
128	Sokodé	Rachat des prestations indigènes	137.660,—	
129	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	186,—	
129bis	—	Impôt sur la population flottante	510,—	
130	—	Patentes	13.985,—	
131	—	Licences	100,—	
132	—	Taxe sur les bicyclettes	3.810,—	156.251,—
à reporter				469.256,70

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i>		469.256,70
133	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . .	1.787,—	
134	—	Impôt personnel sur indigènes caté. supé. . . 180,—		
		Rachat des prestations indigènes 40,—	220,—	
135	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . .	8.208,—	
136	—	Impôt sur la population flottante	4.590,—	
137	—	Impôt sur la population flottante	5.340,—	
138	—	Rachat des prestations indigènes	20.440,—	
139	—	Rachat des prestations indigènes	14.100,—	
140	—	Patentes	4.205,—	
141	—	Patentes	7.615,—	
142	—	Taxe sur armes de traite.	2.560,—	
143	—	Taxe sur armes de traite.	3.064,—	
144	—	Taxe sur les bicyclettes	1.560,—	
145	—	Taxe sur les bicyclettes	930,—	74.619,—
146	Anécho	Prestations en nature indigènes	986.875,—	986.875,—
		TOTAL GÉNÉRAL		1.530.750,70

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 22 septembre 1943.

Secrétaire général « ad hoc »

Par arrêté n° 497 Cab. du :

24 septembre 1943. — M. Sanson, administrateur de 2^e classe des colonies, chef du bureau des finances, est désigné comme secrétaire général « ad hoc » pour siéger à la séance du conseil d'administration du 25 septembre 1943.

Subvention

Par décision n° 597 F. du :

27 septembre 1943. — Une subvention de Deux cent quatre-vingt quinze mille six cent soixante cinq francs (295.665 frs.) est accordée à la commune-mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance des ressources constatée au titre du budget communal de l'exercice 1943.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1267, déposée le 11 septembre 1943 le sieur William Georges profession de commerçant libanais, demeurant et domicilié à Lomé,

cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel libanais et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier portant une maison à étage et dépendances d'une contenance totale de 2 ares 2 centiares situé à Lomé, quartier n° 1, cercle de Lomé et borné au nord et à l'est par titre foncier n° 266 de Lomé aux héritiers Ahjee, au sud par la rue du grand marché, à l'ouest par la rue des tisserands.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1268, déposée le 13 septembre 1943 le sieur Kponton Sylvestre Sanvi profession d'inspecteur de police, demeurant et domicilié à Lomé, rue de l'internat, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel européen, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 11 ares 14 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, cercle d'Anécho et borné à l'est par Akouété da Sylveira, à l'ouest par James Assogba, au sud par la route de Zébé et au nord par Wallace Lawson.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,
R. de GUISE.

NECROLOGIE

Le Commissaire de la République au Togo p. i. a le regret de faire part du décès de M. Jacques Langdon, comptable principal du cadre européen des travaux publics du Togo, survenu à Lomé le 21 septembre 1943.

Avis

Les Sociétés :

UNITED AFRICA COMPANY LIMITED;

UNITED AFRICA COMPANY-TOGO (*Société Anonyme Française*);

JOHN WALKDEN AND COMPANY LIMITED;

F. & A. SWANZY LIMITED;

AFRICAN AND EASTERN TRADE CORPORATION LIMITED,

ont l'honneur d'informer que tous pouvoirs conférés par leurs Conseils d'Administration, Directions ou Agents, à M. Joseph LEUPPI, pour le Togo et le Dahomey, sont révoqués à compter du 1^{er} Octobre 1943.
